

## Climat, qualité de vie, inégalités : vers un "Grand Paris" des alternatives ?

Avec le "Grand Paris" et les JO, l'agglomération parisienne s'apprête à connaître une vague de grands projets urbains, portés par des élus et des multinationales. D'un côté, plusieurs de ces projets répondent à des préoccupations sociales indéniables. De l'autre, ils entraîneront une nouvelle hausse de l'immobilier et contribueront à bétonner davantage la région. Qu'en est-il des prétentions de leurs promoteurs à l'excellence environnementale ? Pouvait-on faire autrement et dessiner un "Grand Paris" plus proche des habitants ? Second volet de notre enquête.

☐ Cet article est le second volet de notre enquête sur le Grand Paris. Retrouvez ici le premier volet, intitulé **Avec le "Grand Paris" et les JO, une vague de béton s'apprête à submerger l'Île-de-France.**



Nouvelles lignes de métro automatique, tours, centres commerciaux, équipements sportifs : avec les Jeux olympiques et le "Grand Paris", une déferlante de projets urbains est sur le point de métamorphoser la région parisienne.

Avec l'objectif, selon ses promoteurs, de "créer un choc économique et urbain"<sup>1</sup>.

Un "choc" qui risque de causer de graves dommages sociaux et environnementaux, malgré l'utilité de certains projets de transport ou de nouvelles offres de logements. A-t-on fait ce qu'il fallait pour en atténuer les effets dommageables ?

La préoccupation climatique, et plus généralement environnementale, ne pouvait certes pas être absente des réalisations même les plus pharaoniques liées au Grand Paris. Le comité d'organisation de Paris 2024 promet que ses JO seront "les plus verts de l'histoire". EuropaCity, le projet de centre de loisirs et de commerce géant d'Auchan au nord de Paris, dans le Triangle de Gonesse, multiplie les affichages en matière environnementale, avec l'engagement d'installer des zones de maraîchage bio en lisière du site, afin de compenser ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour les détracteurs de ces projets, cependant, de telles promesses servent surtout à éviter de poser une question fondamentale : n'aurait-il pas été préférable, du point de vue de l'environnement et du climat, que ces réalisations ne se fassent pas ?

<sup>1</sup> Formule utilisée par Philippe Yvin, président de la Société du Grand Paris, citée dans un **article du Monde**.

"On baisse peut-être de 55 % les émissions de gaz à effet de serre [des JO de Paris par rapport à ceux de Londres, ndlr], mais avait-on seulement besoin d'en créer ? Par nature, les Jeux Olympiques créent des nuisances, c'est donc l'opportunité même de les organiser qu'il faut critiquer", fait valoir David Belliard, président du groupe écologiste du Conseil de Paris, **interrogé récemment par Basta !**.

## Exigences environnementales a minima

Les nouveaux buildings érigés dans la capitale devront, eux-aussi, respecter "toutes les performances énergétiques et écologiques en vigueur", assure l'adjoint à l'urbanisme de la Ville de Paris, Jean-Louis Missika.

Il omet cependant de préciser que ce type de réalisation très énergivore vise avant tout des objectifs de prestige pour les élus et, pour les promoteurs, de rentabilisation maximale du foncier. Ces nouvelles tours abriteront plutôt des sièges de multinationales – comme *Natixis* ou *Total* – que des logements sociaux...

Les normes actuelles applicables aux bâtiments sont effectivement plus strictes que par le passé, en termes d'isolation par exemple. Elles ne suffisent cependant pas à rendre "écologique" un projet immobilier qui ne l'est pas au départ. Emmanuel Macron a d'ailleurs **annoncé** une réduction générale du niveau des exigences sociales et environnementales du logement, afin d'être "pragmatique" et de "libérer" la construction.

## Des éco-quartiers pas vraiment écolos ni sociaux

Les groupes de BTP ne multiplient-ils pas les "éco-quartiers", avec agriculture urbaine et toits végétalisés de rigueur ?

"Aujourd'hui, beaucoup d'éco-quartiers, comme les Docks de Saint-Ouen, ne proposent que du logement classique, avec un habillage environnemental et une hausse substantielle des loyers à la clé", estime Ivan Fouquet, du **cabinet d'architectes Fair**. Quand on examine la manière dont fonctionnent les certifications environnementales dans le bâtiment, comme BBC [bâtiment basse consommation, ndlr] ou HQE [haute qualité environnementale, ndlr], il n'est pas très difficile pour un promoteur de les respecter. On se contente d'appliquer les recettes existantes, sans aller de l'avant. Tout est fait pour en rester à un niveau de base et ne pas aller vers des projets qui soient réellement différents."

Et qu'en est-il de l'appel à projets "**Inventons la métropole du Grand Paris**" ? Les critères environnementaux et climatiques y figurent bien, mais derrière "l'innovation" et "les ambitions urbaines". Malgré une mention des "grands défis environnementaux" de la métropole, la plupart des projets en train d'être examinés par le jury ne vont guère au-delà des marqueurs à la mode : un peu d'agriculture urbaine ici, un peu de végétalisation là, un soupçon de "partage" et une dose de "smart". Sans oublier une structure de l'économie sociale et solidaire dans le consortium portant le projet.

## Pas de voix au chapitre pour des projets alternatifs

Étonnant ? Pas lorsque l'on constate que les promoteurs et les investisseurs ne varient pas : Vinci, Linkcity (Bouygues), Compagnie de Phalsbourg, Cogedim, Kaufman & Broad... Plusieurs des sites proposés, comme à Gonesse ou sur le Plateau de Saclay, sont des terres encore non construites, destinées à un bétonnage au moins partiel. Le projet alternatif porté par le groupement Carma sur le Triangle de Gonesse, auquel contribuent les architectes de Fair, n'a pas été retenu parmi les finalistes : il ne proposait que de l'agriculture. Quand l'"innovation environnementale" passe avant la préservation de l'environnement et le maintien de productions locales...

Un autre critère brille par son absence dans cet appel à projets : celui de l'utilité sociale. C'est pourtant l'un des arguments majeurs des défenseurs du Grand Paris face aux critiques des écologistes. La création du Grand Paris Express – un ensemble de nouvelles lignes de métro – permettra en théorie de développer l'offre de transports en commun dans l'agglomération, d'améliorer les dessertes de banlieue à banlieue, et donc d'y réduire l'usage de la voiture et de faciliter la vie des habitants d'Île-de-France.

## Une utilité sociale controversée

Pourtant, si certaines des futures lignes du Grand Paris Express auront une utilité indéniable si l'on en croit les prévisions de fréquentation, ce n'est pas le cas de toutes. La ligne 17, qui relie Saint-Denis et Roissy, en desservant EuropaCity, doublera la desserte du RER et sera exposée à la concurrence du CDG Express (au départ de Gare de l'Est). Résultat : quand l'actuelle ligne RER B transporte chaque jour 900 000 passagers entre la banlieue nord et la capitale, la ligne 17 ne fera voyager que 75 000 personnes pour un coût de 1,8 milliard d'euros<sup>2</sup>. Une partie des tronçons de ligne 18, à l'ouest, sont aussi sujets à caution pour des raisons similaires.

D'autres modalités de transport auraient pourtant pu être étudiées pour desservir ces territoires. Le choix de creuser d'immenses tunnels à grande profondeur – jusqu'à 55 mètres sous terre – est en partie responsable de l'explosion programmée des coûts. Cela aura également pour conséquence d'augmenter considérablement les émissions de gaz à effet de serre liées aux chantiers. Les architectes invités par Nicolas Sarkozy envisageaient initialement un métro aérien, ce qui avait aussi l'avantage d'assurer aux passagers une **qualité de l'air** bien meilleure que dans les transports souterrains.

D'autres privilégieraient la rénovation des lignes existantes et la création d'infrastructures plus légères de type tram-train. Sans parler des besoins d'investissements pour rénover et améliorer les lignes RER existantes.

Résultat : entre les pollutions générées par ces chantiers et leurs apports en matière environnemental une fois mis en service le Grand Paris Express, les bénéfices ne sont pas si évidents.

"Au vu de l'immensité du chantier à venir, 40 années d'utilisation des nouvelles installations pourraient être nécessaires pour compenser tout le CO2 qui aura été émis pour la construction des sites", estime une étude du cabinet Carbone 4 citée par **Mediapart**.

---

<sup>2</sup> Lire à ce sujet **l'article récent de Mediapart**.

## Répondre aux besoins des habitants ou des multinationales ?

La création de la future piscine olympique de Saint-Denis est souvent citée par les défenseurs de Paris 2024 comme un exemple des infrastructures "utiles" réalisées grâce aux jeux. De nombreuses voix soulignent qu'il aurait été possible, pour le même budget, de réaliser une dizaine de piscines plus proches des besoins des habitants. Son emplacement est aussi contesté : la piscine sera construite sur une partie d'un site appartenant à Engie, sponsor officiel des JO, qui bénéficiera ainsi d'une passerelle d'accès directe depuis la gare RER du Stade de France grâce à la piscine. La ville d'Aubervilliers, qui avait proposé un site alternatif, **n'a pas caché sa déception**.

Plusieurs réalisations du Grand Paris répondent à des besoins réels des habitants de l'agglomération. Il est cependant difficile d'échapper à l'impression qu'elles seront réalisées seulement parce qu'elles sont surtout sources de profits pour les multinationales. Que ce soit en matière de transport en commun ou de logement, les gros projets sont préférés aux aménagements plus légers et à la rénovation de l'existant. Comme s'il suffisait de créer une nouvelle offre, sans agir sur les autres paramètres, pour résoudre les problèmes réels de la métropole parisienne.

*"Sortir des limites du périphérique et penser le Grand Paris comme tel, c'était un vrai besoin", résume Ivan Fouquet. "Faire plus de métros résoudra-t-il tous les problèmes ? Une des solutions serait plutôt la ville des courtes distances."*

## D'autres visions pour le Grand Paris ?

Des projets se distinguent, comme le futur éco-quartier fluvial de l'Île-Saint-Denis. Celui-ci, conçu indépendamment de Paris 2024, a été rattaché *a posteriori* au village olympique, lequel s'étendra aussi sur une partie des communes de Saint-Denis et de Saint-Ouen. Construit sur le site d'anciens entrepôts du Printemps et des Galeries Lafayette, ce quartier sans voiture devrait accorder une large place aux plans d'eau, au végétal et au réaménagement des berges de la Seine pour la promenade, filtrer les eaux pluviales et gérer les risques d'inondation<sup>3</sup>.

*"Nous avons été sollicités par le comité de candidature, qui a été séduit par notre projet d'éco-quartier, dont la première tranche était en cours de construction et dans lequel ils ont vu un atout vis-à-vis du Comité international olympique", explique Michel Bourgain, ancien maire (EELV) de la commune. "Nous en avons débattu au sein de la municipalité et avec la société civile."*

*Même si les Jeux olympiques, avec le passif accumulé, n'étaient pas forcément notre tasse de thé, nous avons raisonné de manière pragmatique, dans le contexte d'un rapport de forces défavorable à une petite commune comme la nôtre, et essayé de voir ce qui pouvait en ressortir de bon."*

La petite ville de 7000 habitants réussit à obtenir plusieurs infrastructures, comme des murs anti-bruits autour de l'autoroute A1 ou l'enfouissement des lignes à haute tension.

<sup>3</sup> Voir le **site officiel du projet**.

"Nous avons même réussi à imposer le principe de la neutralité carbone de l'ensemble du village olympique et celui de la réversibilité des aménagements pour les JO, car notre but est bien d'en faire, au final, un quartier de vie."

## Quand le Grand Paris bétonne, Paris réfléchit à "débitumiser"

Hasard du calendrier : la ville de Paris présentait elle aussi, fin septembre, sa "stratégie de résilience", fruit de deux ans d'élaboration<sup>4</sup>. Objectif : mettre la capitale et sa population en position de répondre aux crises majeures – inondations, hausse des températures, attentats... – mais aussi aux difficultés quotidiennes de la métropole. Contrairement aux critères choisis par les aménageurs du Grand Paris, l'accent est mis sur les inégalités et les solidarités concrètes entre les habitants.

"Indépendamment des crises, il s'agit aussi de remettre du lien entre les gens, de renforcer la cohésion sociale", expliquait Célia Blauel, adjointe à la maire de Paris en charge de l'eau et du climat, à nos confrères du Monde. "Une ville soudée et solidaire est une ville plus résiliente."

Autre paradoxe : alors que le Grand Paris bétonne, Paris cherche à enlever le bitume. Une "débitumisation" des cours d'écoles – plus de 600 000 m<sup>2</sup> dans la capitale – et une collaboration avec les agriculteurs franciliens pour protéger la qualité de l'eau voire alimenter les cantines scolaires de la ville sont envisagées<sup>5</sup>.

Cette "stratégie de résilience" envisage également des projets plus ambitieux, comme la transformation du boulevard périphérique en avenue urbaine "verte" ou la création, à l'image de Rotterdam, de grands espaces verts publics pouvant se transformer en cas de fortes pluies ou d'inondations en bassins de rétention d'eau<sup>6</sup>.

Ces velléités, déjà fortement combattues par tous ceux qui s'opposent à la réduction de la place de la voiture à Paris, réussiront-elles à faire contrepoids au rouleau compresseur urbanistique du Grand Paris et des Jeux olympiques ? L'exemple de l'extension du palais des sports de Bercy Paris Arena, sous prétexte de Jeux olympiques, aux dépens du parc de Bercy, illustre à petite échelle la contradiction entre deux visions très différentes de l'avenir de la capitale.

## Vers un nouveau festival de "greenwashing"

Les grandes entreprises cherchent désormais à s'approprier le discours de la "participation", de "l'humain", de la "résilience" et de "l'innovation sociale". Au moment même où Paris annonce sa stratégie de résilience, l'Institut Veolia et la Fabrique de la cité, un think tank créé par Vinci, organisent une **semaine de débats** sur le même thème.

---

<sup>4</sup> Voir [ici](#) et [là](#).

<sup>5</sup> Lire [notre enquête](#). Un projet est à l'étude pour la fourniture des cantines du XI<sup>e</sup> arrondissement par des exploitations agricoles "sans pesticides" de la région, sur le modèle de ce qui se fait depuis des années à [Munich](#).

<sup>6</sup> Les Néerlandais ont même transformé leur expertise en matière d'urbanisme "résilient" en opportunité commerciale. Voir [cet article récent](#) du New York Times.

La "stratégie" parisienne elle-même, élaborée avec le soutien de la fondation Rockefeller et citant Veolia et Engie parmi ses partenaires<sup>7</sup>, n'est pas sans entériner un certain mélange entre intérêts publics, philanthropiques et privés. Si cette approche semble désormais la règle en matière d'action officielle contre le changement climatique, elle n'est pas sans créer des risques de détournement ou de confusion.

L'organisation des JO et les chantiers du *Grand Paris* promettent en effet un nouveau festival de "greenwashing" (lire nos articles sur la COP21 [ici](#) et [là](#)). Suez, BNP Paribas, Air France, La Poste, Engie, Orange, Accor, LVMH, JC Decaux... les listes des sponsors officiels des deux événements se recouvrent largement. Autant d'entreprises qui auront à cœur de faire la démonstration de leurs "excellence environnementale", en profitant de multiples opportunités de marketing et de relations publiques.

## Les JO, une opportunité ?

Il risque d'être bien difficile de faire la part entre les opérations de pur marketing, les projets intéressants mais limités, les opérations dites vertes légitimant une appropriation privée de l'espace urbain, et les véritables projets innovants. Comment ne pas laisser de réelles opportunités écologiques et sociales être dénaturées ? Sans l'échéance symbolique des JO et la perspective d'organiser certaines épreuves sur la Seine et ses canaux, la municipalité parisienne bénéficierait-elle de la même dynamique pour y améliorer la qualité de l'eau, ce dont bénéficieront *in fine* les Parisiens ?

De même pour le projet d'éco-quartier fluvial de L'Île-Saint-Denis, qui peinait à obtenir les financements nécessaires pour réaliser tous ses objectifs. Pour l'ancien maire Michel Bourgain, le fait d'avoir préservé la gouvernance préexistante du projet et que la commune obtienne un siège au conseil d'administration de l'entité chargée de livrer les équipements des JO – présidée par Anne Hidalgo – constituent une garantie que l'éco-quartier ne sera pas dénaturé par rapport à ses ambitions initiales.

L'ancien maire estime même que son intégration dans le village olympique a contribué à tirer vers le haut les ambitions écologiques du comité d'organisation, y compris pour les parties du village situées à Saint-Denis et Saint-Ouen.

Véronique Dubarry, élue écologiste au conseil municipal, est moins optimiste. L'envergure nationale, voire internationale, que prendra le projet de village olympique risque, selon elle, de nuire au respect des conditions posées par la commune.

D'autant que des interrogations financières subsistent. S'inscrire dans une dynamique de méga-projet urbain, comme les JO ou le *Grand Paris*, avec tous les risques que cela implique, serait-il désormais le seul moyen pour les communes de sortir du carcan de l'austérité et de se donner les moyens de leurs ambitions écologiques et sociales ?

---

<sup>7</sup> Le document a été élaboré dans le cadre du réseau "100 villes résilientes", initié par la fondation Rockefeller, héritière d'une partie de la fortune de la Standard Oil mais pionnière du [désinvestissement des énergies fossiles](#). La fondation a ainsi financé un poste de "haut responsable à la résilience" au sein de la municipalité parisienne, et contribué à l'élaboration de la stratégie, y compris en offrant l'expertise de ses entreprises partenaires. [Partenaires](#) parmi lesquels on retrouve à nouveau Veolia, ainsi que des géants du béton comme Cemex, mais aussi de nouveaux acteurs plus inquiétants comme Microsoft et surtout Palantir, l'entreprise spécialisée dans la surveillance, de Peter Thiel, proche de Donald Trump, qui a multiplié les marchés avec le gouvernement états-unien (lire [notre article](#)).

## S'appuyer sur ces alternatives qui viennent des habitants

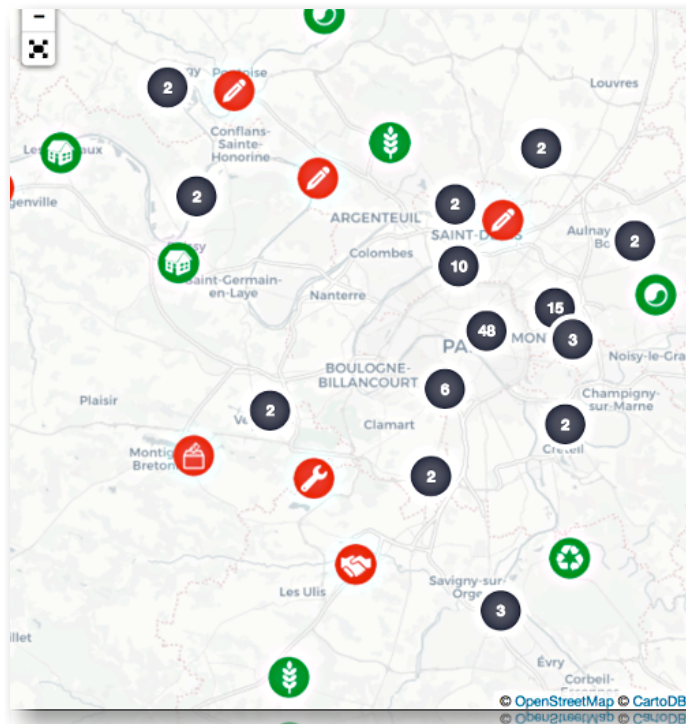
Toute option alternative se confronte au profil très technocratique des personnages clés du *Grand Paris*. Thierry Lajoie, président de *Grand Paris Aménagement*, a navigué dans tous les cabinets socialistes depuis les années 1980. Le président de la *Société du Grand Paris*, Philippe Yvin, est un proche de Claude Bartolone, l'ancien président socialiste de l'Assemblée nationale. Quant à David Lebon, directeur du développement d'*Alliages et Territoires*, la filiale d'*Auchan* en charge d'*EuropaCity*, il est un ancien de la gauche socialiste et du cabinet d'Arnaud Montebourg...

Pour certains élus de gauche, le *Grand Paris* a été conçu avec des ambitions sociales louables – celles de rééquilibrer l'agglomération entre les zones riches – Hauts-de-Seine et Yvelines – et les autres. Leur conviction que, pour y parvenir, il faut travailler avec les multinationales plutôt qu'avec les citoyens demeure profondément ancrée. La ville de Paris est l'héritière de ces contradictions : comment concilier son ambition d'être pionnière sur l'enjeu climatique et la qualité de vie de ses habitants, et celle de bien figurer dans la "compétition mondiale" des grandes métropoles, telle que l'imaginent les élites politiques et économiques ?

Tirillées entre des impératifs peu compatibles, les politiques urbaines de l'agglomération parisienne peuvent-elles déboucher sur un nouvel équilibre ? Pour les architectes du cabinet *Fair*, une démarche plus audacieuse et moins technocratique aurait été possible, en partant de la multitude d'alternatives concrètes portées par des associations, des coopératives ou des groupes de citoyens en Ile-de-France.

*"Les organisateurs des Jeux de 2024 devraient s'inspirer des centaines d'initiatives collaboratives, les multiples expériences de vie associative, d'actions bénévoles qui fourmillent déjà sur le territoire francilien", estiment-ils dans un [billet de blog](#).*

*Basta !* a déjà recensé plus d'une centaine d'initiatives de ce type en région parisienne



➤ voir [notre carte des alternatives](#).

Les exemples ne manquent pas : des *ateliers R'Urban*, ces mini-cités d'agriculture urbaine vouées à la résilience (lire [ici](#)) à des des projets où paysagistes travaillent avec des enfants des cités pour embellir leur quartier, en passant par des supermarchés collaboratifs comme *La Louve* (lire [ici](#)).

Amplifier ces initiatives et leur donner une portée régionale nous emmènerait aux antipodes du *Grand Paris* tel qu'il se dessine pour l'instant.

Olivier Petitjean

☐ Série "Eau et climat", en partenariat avec France Libertés

Cet article est publié dans le cadre d'une série de reportages et d'enquêtes sur les enjeux de la gestion de l'eau et des sols dans le contexte du réchauffement climatique, réalisée avec le soutien de France Libertés - fondation Danielle Mitterrand. [www.france-libertes.org](http://www.france-libertes.org)

### À lire dans la même série :

- Avec le "Grand Paris" et les JO, une vague de béton s'apprête à submerger l'Île-de-France
- En Cisjordanie, l'accès des palestiniens aux ressources en eau devient une question brûlante
- Le delta du Danube, une immense "réserve de biosphère" menacée de destruction
- En Pologne, un bras de fer s'engage pour sauver la dernière forêt primaire d'Europe de l'exploitation intensive
- Trois ans après la mort de Rémi Fraisse, l'urgence d'une agriculture qui ne gaspille plus les ressources en eau